

ELLES DEMANDENT LA DÉPÉNALISATION DE LEURS ACTES MÉDICAUX

Les sages-femmes veulent être protégées

Les sages-femmes demandent à être protégées face à la multiplication des actions en justice portées contre elles. Elles plaident pour la dépénalisation de leurs actes médicaux.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) – L'urgence pour les sages-femmes est de «dépénaliser» leurs actes médicaux. «Il est temps de sensibiliser les autorités sur la dépénalisation des actes médicaux de la sage-femme», a indiqué la présidente de l'Union nationale des sages-femmes algériennes, Akila Guerrouche, hier à Alger, en marge d'une journée parlementaire au thème : «Le rôle et place de la sage-femme dans le système national de santé».

Une sage-femme qu'elle décrit comme une professionnelle de la santé souvent «livrée» à elle-même et «limitée» dans les moyens mis à sa disposition notamment dans les régions éloignées.

«Nous ne bénéficions d'aucun encadrement, même au sein des

structures hospitalières, mais au moindre détail et à la moindre faille, nous sommes poursuivies en justice», dit-elle.

Elle avance ainsi le taux de 80% de poursuites en justice des sages-femmes.

M^{me} Guerrouche appelle ainsi à «défendre» et à «protéger» les sages-femmes en appuyant la dépénalisation de leurs actes médicaux, du moins, dit-elle, «le temps de renforcer les effectifs, de former davantage de sages-femmes et recycler celles déjà sur le terrain».

Elle revendique également la «reconnaissance» de la sage femme selon les compétences décrétées par l'OMS.

Des compétences qui, selon elle, sont ignorées par tout le monde. «Il y a une ignorance totale du rôle de la sage-femme



Photo : DR.

et ses compétences», dit-elle. Pour la présidente de l'Union nationale des sages-femmes

algériennes, il est temps de vulgariser cette profession et de la réglementer comme toutes les

autres professions de la Santé. «Il faut octroyer à cette profession son code de déontologie et son conseil de l'ordre afin de pouvoir répondre aux besoins de la sage femme en tant que professionnelle», a-t-elle ajouté.

Intervenant lors de la rencontre, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, s'est voulu rassurant.

«Le problème des poursuites judiciaires des sages-femmes est sérieusement pris en charge. C'est une question qui a été tranchée au ministère de la Santé», a-t-il souligné. D'ailleurs, poursuit-il, «il n'y a que ceux qui ne travaillent pas qui ne commettent pas de fautes».

Boudiaf invite ainsi la corporation des sages-femmes à prendre part aux assises nationales de la santé.

Selon lui, leurs préoccupations et leurs propositions seront prises en charge lors de la nouvelle loi sanitaire.

R. N.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE VUE PAR ABDELMADJID ATTAR

«Arbitrer entre une ressource stratégique et une simple rente»

L'Etat algérien est interpellé pour faire des choix stratégiques et prendre des décisions cruciales en matière de gestion, sur le long terme, des ressources pétrolières et gazières du pays.

C'est ce qui ressort de la conférence qu'a animée Abdelmadjid Attar, ancien P-dg de Sonatrach et ancien ministre de l'Hydraulique qui intervenait au 7^e symposium sur les hydrocarbures et la chimie (ISHC7) qu'organise, du 5 au 7 mai, la Faculté des hydrocarbures et de la chimie de l'Université M'hamed Bougara de Boumerdès (UMBB). Avant de plaider pour une transition énergétique, l'orateur a d'abord fait une rétrospective mondiale en matière d'énergie qui, d'après lui, est un élément primordial dans les relations économiques politiques internationales.

Il a clos cette rétrospective en citant 7 paramètres qui présideront au fonctionnement universel du secteur de l'énergie, à savoir le changement de rapports de

force dans le marché mondial, apparition de nouveaux acteurs et nouveaux marchés, nouvelles visions de gestion et de développement, nouvelle donnée environnementale, volonté de mondialiser les offres et la demande et bouleversements économiques et politiques.

Ensuite Attar a fait un constat négatif de la consommation nationale. Il déplore à cet effet que cette consommation s'oriente essentiellement vers les secteurs qui n'ont pas pour réputation de produire de la richesse.

« Sur les 70 millions de tonnes équivalentes en pétrole produites par le pays, 70% sont exportées. Sur les 30 % restants, 12% vont aux ménages et 11% pour le transport. Le secteur de l'industrie n'en consomme donc que 7% » dira-t-il en rappé-

lant que ce mode de consommation - même si celle-ci connaîtra une augmentation quantitative-persistera, à moyen terme, dans cette configuration.

De ce constat, il est aisé de comprendre que l'industrialisation du pays reste faible.

Autre argument développé par Attar en faveur d'une transition énergétique vers l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ; notamment les gaz de schiste, c'est la tendance vers la baisse des réserves énergétiques du pays. Selon lui, cette tendance à la baisse remonte à 2007.

«Depuis 1959, il n'y a plus de grandes découvertes comme Hassi Messaoud ou Hassi R'Mel. Les récentes découvertes sont de moindre importance. De plus, l'amélioration des techniques et des moyens d'exploitation ne sont pas des motifs d'augmentations importantes des réserves.» En la matière, les dirigeants du pays persistent à

dissimuler cette information aux citoyens. Dans sa conférence intitulée «les défis de la transition énergétique», l'ancien ministre de l'hydraulique se montre rassurant quant à l'exploitation de ces gaz de schiste que les écologistes dénoncent. «Il est évident que si ces gisements sont situés dans la Mitidja, tout le monde conviendra qu'il faut laisser cette plaine telle quelle est. Mais nos réserves sont situées dans les ergs du sud. La France a gelé l'exploration de ses gisements parce que, tout simplement ceux-là sont situés dans le bassin parisien.»

Nous confiera-t-il en marge de son intervention. En clair, l'exploitation de ces gaz est, pour lui, une question de maîtrise de la technologie. Et de citer l'exemple des USA qui ont la technologie qui leur permet, depuis 2010, de prendre en charge 49% de leur consommation.

S'agissant des réserves algériennes de ces gaz – envi-

ron 70 000 milliards de M³, Attar les situe au troisième rang mondial juste derrière la Chine et l'Argentine.

Revenant sur la bonne gouvernance en matière de gestion des ressources énergétiques du pays, l'ancien P-dg de Sonatrach estime que celle-ci doit reposer sur la préservation et la bonne gestion des gisements, la maîtrise des coûts d'exploitation et la préservation de l'environnement. Il n'a pas manqué de lancer un appel à l'Université algérienne pour apporter sa contribution.

«Je suis pour la transition énergétique qui préserve la sécurité des approvisionnements du pays. Celle aussi, qui tient compte du potentiel des énergies renouvelables. Les défis à relever sont communs. Ces défis sont réalisables. Ils reposent sur un inconnu du politique et les paramètres des techniciens», conclura-t-il.

Abachi L.

INSTALLATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

L'UGCAA expose ses revendications

L'Union générale des commerçants et artisans algériens a appelé, hier le futur gouvernement à donner la priorité à l'économie plutôt qu'au politique. Pour El Hadj-Tahar Boulouar «le discours politique tend souvent à perturber le développement économique ainsi que les prix.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) – Intervenant, hier, lors d'une conférence de presse, le porte-parole de l'UGCAA a exposé ses principales préoccupations au nouveau gouvernement. En premier lieu et selon M. Boulouar, la priorité doit être donnée à l'économie

nationale. Il évoquera aussi la nécessité de booster le développement et notamment le développement local avec l'octroi d'un nouveau rôle aux collectivités locales.

«Les APC doivent s'orienter davantage vers le développement

local alors qu'elles ont souvent un rôle administratif et social. Elles devront aussi activer pour développer le projet du réseau national de distribution. Il s'agit, concernant ce dernier point, de la réalisation d'un réseau de marchés de gros et de proximité lancé dans le cadre du plan quinquennal 2009-2014 et dont la moitié n'est pas encore réalisée, selon l'intervenant. «Si le rôle des APC reste en l'état, la réalisation du projet sera impossible et la perturbation du marché ainsi

que la hausse constante des prix ne connaîtront pas de fin», a précisé El Hadj-Tahar Boulouar. Pour ce dernier, il s'agit aussi d'éradiquer le commerce informel et le marché noir. «Ces activités représentent un véritable danger pour les consommateurs ainsi que pour l'économie nationale. La réalisation des marchés doit donc se faire au plus vite. De ce fait, l'Union est satisfaite de la décision d'octroyer 16 milliards de dinars à la réalisation de huit marchés de

gros de fruits et légumes sur le territoire national, annoncée par le ministre du Commerce», a déclaré le porte-parole de l'UGCAA. Ces infrastructures, ajoutées au 42 autres existant déjà, permettront notamment de réguler le marché et de stabiliser les prix, selon l'intervenant. Il notera, cependant, que le manque se fera encore sentir concernant les marchés de proximité actuellement en nombre insuffisant.

F.-Z. B.